

SOUS-COMITÉ DES SERVICES

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 15 JUILLET 1994

Note du secrétariat

1. Le Sous-Comité des services a tenu sa deuxième réunion le 15 juillet 1994. L'ordre du jour figurait dans le document PC/AIR/11. La réunion avait pour objet d'examiner l'état d'avancement des travaux dans les domaines relevant du Sous-Comité.

Rapport sur l'état d'avancement des discussions informelles relatives aux questions se rapportant au champ d'application de l'AGCS

2. Le Président a informé le Sous-Comité qu'il avait procédé à des consultations informelles sur les questions se rapportant au champ d'application de l'AGCS qui sont énumérées dans la note du secrétariat en date du 29 octobre 1993 (MTN.GNS/W/177). En ce qui concerne les mesures se rapportant à la sécurité sociale, il a dit que quelques délégations étaient d'avis que, bien que ces mesures puissent influencer dans certains cas sur les conditions de concurrence, leurs effets étaient probablement insignifiants. Les assujettir aux disciplines de l'Accord soulèverait en outre de nombreux problèmes pratiques, aussi ces participants estimaient-ils que les mesures en question devraient être exclues du champ d'application de l'Accord, leur effet sur le commerce des services étant minime. D'autres participants pensaient que l'on ne pouvait pas exclure *a priori* telle ou telle catégorie de mesures puisqu'il n'était pas possible de déterminer à l'avance quel serait leur effet sur le commerce des services. Le Président a dit qu'il lui semblait qu'à ce stade la majorité des participants était d'avis que les mesures se rapportant à la sécurité sociale devraient être exclues du champ d'application de l'Accord. D'un autre côté, quelques délégations n'acceptaient pas que des mesures soient exclues *a priori*. Par conséquent, on ne pouvait pas pour le moment formuler de conclusion précise; un examen plus détaillé de ces questions s'imposait. Le Président a ajouté que les discussions reprendraient après la pause d'été et qu'elles seraient axées sur des types précis de mesures se rapportant à la sécurité sociale, par exemple les soins médicaux, les indemnités pour accident du travail, les prestations chômage et les pensions, afin que l'on arrive à mieux comprendre comment ces mesures peuvent affecter le commerce des services.

3. Le Sous-Comité a pris note de ces indications.

4. Pour ce qui est des mesures se rapportant à l'aide judiciaire et administrative, le Président a rappelé que les participants au GNS étaient déjà convenus, comme le Président l'avait indiqué dans sa déclaration du 6 décembre 1993 (MTN.GNS/W/177/Rev.1/Add.1)*, que ces mesures ne seraient pas assujetties à l'obligation NPF prévue par l'AGCS. Il restait à déterminer si le raisonnement qui avait permis de conclure que ces mesures devaient être exclues du champ d'application de l'article II (NPF) de l'AGCS pouvait être étendu à l'ensemble de l'Accord. Le Président a dit que les consultations

*En anglais seulement.

qu'il avait menées l'avaient conduit à penser que ce pourrait être une conclusion acceptable et il a suggéré qu'on lui donne un caractère formel au moyen d'une décision que le futur Conseil du commerce des services prendrait en se fondant sur une recommandation du Sous-Comité.

5. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

6. En ce qui concerne les mesures se rapportant au règlement des différends qui découlent d'accords bilatéraux sur la protection des investissements, le Président a indiqué que certaines délégations étaient d'avis que les effets de ces mesures sur le commerce des services étaient insignifiants et que, de ce fait, elles devaient être exclues du champ d'application de l'AGCS. Quelques participants estimaient aussi que le traitement prévu par les traités d'investissement bilatéraux ne pouvait pas être étendu à tous les autres Membres de l'AGCS qui n'étaient pas parties à ces traités. Par conséquent, ces participants voulaient une couverture juridique pour leurs accords bilatéraux. D'autres étaient d'avis que, dans les cas où elles permettaient de disposer d'une autre instance pour régler les différends, ces mesures pouvaient entraîner une discrimination à l'égard des fournisseurs de services qui n'avaient pas cette possibilité. Ils n'étaient donc pas prêts à se rallier à une décision d'exclure ces mesures du champ d'application de l'AGCS, car elles pouvaient avoir des effets sur le commerce des services. Pour le Président, il était clair que d'autres discussions étaient nécessaires avant que l'on puisse formuler des conclusions.

7. Le Sous-Comité a pris note de ces indications.

8. Quant aux mesures se rapportant à l'admission et au séjour des personnes physiques, le Président a rappelé que la principale question qui se posait à cet égard était celle de la base sur laquelle on pourrait établir une distinction entre résidence et emploi "temporaires" et "permanents". Cette question avait été soulevée au cours des négociations du Cycle d'Uruguay dans un effort pour clarifier les engagements que les participants allaient prendre en ce qui concernait le mouvement des personnes physiques. Une question plus générale qui avait aussi été soulevée à cette époque était celle de savoir si ces éclaircissements devaient résulter d'une interprétation commune de ces termes tels qu'ils apparaissent au paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques, ou s'il suffisait que chaque participant indique clairement dans sa liste d'engagements les critères relatifs à la résidence à titre permanent et à titre temporaire. Le Président a dit que les consultations avaient fait apparaître que, de l'avis général, ce qui était indiqué dans les listes était suffisamment clair et que, du moins pour le moment, il n'était pas nécessaire de procéder à d'autres travaux multilatéraux sur cette question.

9. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

10. Le Président a indiqué qu'il avait aussi eu des entretiens préliminaires au sujet des mesures se rapportant à l'admission et au séjour temporaire des personnes physiques qui découlent de certains accords bilatéraux concernant les travailleurs agricoles saisonniers, le travail en période de vacances et les programmes pour jeunes travailleurs ainsi que d'autres programmes d'échange de professeurs d'université et d'enseignants. Ces entretiens n'avaient pas permis d'arriver à des conclusions communes et les travaux devraient se poursuivre sur ces questions.

11. Le Sous-Comité a pris note de ces indications.

Etablissement d'un groupe intérimaire des services financiers

12. Le Président a rappelé qu'à la première réunion du Sous-Comité, tenue le 19 mai, il avait dit qu'il procéderait à des consultations sur la question de l'établissement d'un groupe de négociation sur les services financiers. A la suite de ces consultations, il pouvait proposer qu'un groupe intérimaire des services financiers soit établi et doté du mandat suivant:

"Un Groupe intérimaire des services financiers est établi afin de suivre les progrès des négociations engagées en vertu du paragraphe 1 de la Décision sur les services financiers jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et la création du Comité du commerce des services financiers. Le Groupe tiendra sa première réunion le 15 octobre 1994 au plus tard."

13. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

Rapport sur l'état d'avancement des négociations sur les télécommunications de base

14. En l'absence du Président du Groupe de négociation sur les télécommunications de base, le Président du Sous-Comité a indiqué que ce Groupe avait tenu deux réunions, le 6 mai et le 11 juillet. Vingt-deux délégations avaient déjà annoncé leur intention de participer aux négociations et 17 délégations avaient assisté aux réunions en qualité d'observateurs. Le Groupe avait aussi approuvé les demandes de la CNUCED et de l'UIT qui désiraient obtenir le statut d'observateur. Il devait encore se prononcer sur la demande de la Télécommunauté Asie-Pacifique. A sa réunion du 11 juillet, le Groupe avait mis au point un questionnaire sur la concurrence et la réglementation. Il avait été convenu que ce questionnaire serait distribué aux participants et que les réponses devraient être envoyées pour la mi-septembre. Il avait aussi été convenu que l'on accepterait volontiers les réponses des gouvernements ayant le statut d'observateur au Groupe. Quant à ses travaux futurs, le Groupe avait décidé que sa prochaine réunion commencerait le 24 octobre et durerait deux jours, ou peut-être trois, si nécessaire. A cette réunion, le Groupe procéderait à un échange d'informations qui permettrait aux participants de passer en revue les réponses au questionnaire et de demander des éclaircissements. Les participants commenceraient aussi à examiner les questions techniques et conceptuelles en suspens.

15. Le Sous-Comité a pris note de ces indications.

Rapport sur l'état d'avancement des négociations sur les services de transport maritime

16. Le Président du Groupe de négociation sur les services de transport maritime a rappelé que le Groupe avait tenu sa deuxième réunion le 13 juillet 1994. Trente-quatre délégations avaient déjà annoncé leur intention de participer aux négociations et 16 délégations avaient assisté aux réunions en qualité d'observateurs. Le Groupe avait aussi approuvé une demande de la CNUCED qui désirait obtenir le statut d'observateur. A sa réunion du 13 juillet, le Groupe avait examiné le projet de modèle de liste qui avait été redistribué le 10 juin, et il était convenu que les participants communiqueraient par écrit au secrétariat leurs observations sur ce projet, afin qu'elles puissent être examinées à la réunion suivante, qui aurait lieu dans la semaine commençant le 17 octobre 1994. Il avait aussi été convenu que le secrétariat établirait un questionnaire sur les structures du marché et les réglementations dans le secteur des transports maritimes. On espérait que ce questionnaire serait distribué aux participants avant la fin du mois de juillet et que tous enverraient leurs réponses à temps pour qu'elles soient examinées à la réunion d'octobre. En outre, il avait été convenu que les observateurs devraient être invités à répondre au questionnaire. Le Groupe avait aussi décidé de charger le secrétariat de compiler les offres concernant les services de transport maritime, comme il l'avait déjà fait pour les engagements indiqués dans les listes. La nouvelle compilation comprendrait les offres présentées avant la conclusion des négociations en décembre mais qui n'avaient pas été maintenues dans les listes finales. Elle serait fondée pour l'essentiel sur les offres présentées formellement, mais elle comprendrait aussi, avec l'accord des délégations concernées, certaines offres qui avaient été faites à titre informel.

17. Le Sous-Comité a pris note de ces indications.

Dates des prochaines réunions

18. Le Président a rappelé qu'il avait été convenu précédemment que le Sous-Comité tiendrait trois réunions formelles entre septembre et décembre 1994. Il a proposé les dates suivantes: 21 septembre, semaine du 17 octobre et semaine du 28 novembre.

19. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

Autres questions

20. Un certain nombre de délégations ont fait mention de la communication des Etats-Unis en date du 30 juin 1994 concernant les subventions et impôts au niveau infrafédéral qu'ils inscrivaient dans leur liste (PC/SCS/W/4) et ont dit que des consultations multilatérales seraient nécessaires à ce sujet. Le délai de 30 jours préoccupait certaines d'entre elles. Le Président du Sous-Comité a précisé que c'était un délai pour l'ouverture des consultations et non pour leur conclusion. Par conséquent, il suffirait que les délégations engagent les consultations à ce stade. Le Président a indiqué que, vu l'intérêt manifesté par un certain nombre de délégations, il organiserait des consultations au sujet de la communication des Etats-Unis après la pause d'été.

21. Le représentant du Japon a soulevé une question concernant l'article IV de l'AGCS (Participation croissante des pays en développement) et sa compatibilité avec l'article II (Traitement de la nation la plus favorisée). Il a souligné que l'article IV établissait des obligations pour les pays développés, qui devaient accorder certains avantages aux pays en développement seulement. En conséquence, il a suggéré que le Sous-Comité détermine s'il convenait de recommander au Conseil du commerce des services d'adopter une décision de même nature que la clause d'habilitation du GATT, ou si le Sous-Comité lui-même pouvait conclure formellement que l'article IV prévaudrait à cet égard sur l'obligation NPF. D'autres délégations étaient d'avis que la question méritait d'être examinée plus avant. Une délégation a fait observer qu'avant de poursuivre les travaux sur ce point il fallait préciser quel était le problème. Le Président a dit qu'il procéderait à des consultations informelles à ce sujet.

22. Le représentant du Canada a indiqué qu'il fallait examiner la question de l'organisation des travaux du Sous-Comité et du Conseil du commerce des services pour les 12 à 18 prochains mois. Il a suggéré qu'à la réunion de septembre le Sous-Comité envisage d'établir un ordre de priorité pour les différentes tâches qu'il allait lui falloir mener à bien. Certaines délégations considéraient qu'un tel examen avait déjà eu lieu à la première réunion du Sous-Comité et qu'il n'y aurait pas grand-chose à ajouter à la réunion de septembre. Il a aussi été souligné que la note du secrétariat en date du 11 mai 1994 (PC/SCS/W/1) contenait une liste des fonctions du Sous-Comité et que certaines priorités avaient été établies à cet égard; il a été indiqué qu'il serait utile d'inscrire systématiquement à l'ordre du jour du Sous-Comité l'examen de l'état d'avancement des travaux relevant de chacune de ses fonctions. Le Président a dit que l'on pouvait effectivement en faire un point permanent de l'ordre du jour.

23. Le représentant des Communautés européennes a soulevé la question de la participation d'observateurs aux Groupes de négociation, et a demandé un complément d'information sur la présence d'observateurs pendant les négociations du Cycle d'Uruguay et sur la participation d'organisations non gouvernementales et régionales. Un représentant a dit que, si la participation d'observateurs aux Groupes de négociation devait faire l'objet de décisions cas par cas, il serait néanmoins utile de définir certains critères sur la base desquels ces décisions pourraient être prises, par exemple la composition de l'organisation intéressée et ses compétences techniques. Le Président a indiqué qu'il poursuivrait les consultations à ce sujet en se fondant sur les renseignements que le secrétariat lui fournirait.

24. Le Sous-Comité a pris note de ces indications.